

Relations internationales

question avec une certaine compréhension. Nous devons exiger certaines garanties des gouvernements qui sont prêts à respecter les valeurs qui sont importantes pour nous, c'est-à-dire les valeurs humaines.

Le deuxième point que je veux aborder au cours des quelques minutes qui me restent est le suivant. Nous avons parlé de façon détournée du nouvel ordre économique mondial. Mais il existe un autre nouvel ordre mondial auquel travaille l'UNESCO, et c'est le nouvel ordre mondial de l'information. Monsieur l'Orateur, c'est là une perspective encore plus terrifiante que le nouvel ordre économique mondial, car le nouvel ordre mondial de l'information est établi à partir des recommandations de la Commission McBride qui a travaillé surtout avec des pays du tiers monde et du bloc de l'est. La Commission a recommandé d'établir des agences d'information dans chacun des pays du monde. Cela semble banal jusqu'à ce qu'on se rende compte que ces agences d'information seront le canal, la filière d'où toutes les agences de presse du monde recevront leurs nouvelles. Comme un journaliste m'a décrit la situation aujourd'hui, la nouvelle qu'une agence transmet sur un rapport de l'UNESCO, par exemple, à un reporter ou à l'UPI, devra être acceptée telle quelle. Un reporter ne pourra pas téléphoner au siège social de l'UNESCO ou dans un autre pays pour avoir plus de détails ou pour faire nier la nouvelle.

Je reviens à ce que je disais au début, monsieur l'Orateur. La droite comme la gauche, trouvent de l'attrait au nouveau système mondial d'information. Quand l'information est contrôlée par une agence dans un pays, c'en est fait de la démocratie. La liberté repose sur l'information. Que ce soit un régime de droite, comme à Panama, ou un régime de gauche, comme au Chili d'Allende, cela ne fait aucune différence. Ils ont tous deux le même but: contrôler l'information pour consolider leur pouvoir.

Le journaliste avec qui je me suis entretenu aujourd'hui m'a parlé d'un ami qu'il a à Panama et qui voulait assister à une conférence de radiodiffuseurs. Il a téléphoné à un ami pour lui dire qu'il ne pouvait pas aller à la conférence parce que la police, l'armée, était venue saccager son équipement dans son studio. Il a été mis à bord du premier avion qui quittait le pays, peu importe pour où. Le journaliste m'a aussi parlé d'un de ses amis qui est propriétaire d'une chaîne de stations de radio au Chili. Sous le régime Allende, il a diffusé un éditorial qui attaquait un peu Allende. Il est rentré chez lui à 7 heures du soir. Dans la rue, il a aperçu, devant sa maison des jeeps, des véhicules militaires, des mitraillettes plantées dans la cour ainsi que des soldats qui s'y étaient installés. Ils sont restés là 30 jours. Le propriétaire de cette station de radio a-t-il édulcoré les critiques qu'il faisait à l'égard du régime d'Allende? Oui.

● (2150)

Le chef du Nouveau parti démocratique a dit qu'il y avait du terrorisme partout. Si nous permettons aux recommandations...

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre, s'il vous plaît, je regrette de devoir interrompre l'honorable représentant. Je cède la parole au député de Selkirk-Interlake (M. Sargeant).

M. Terry Sargeant (Selkirk-Interlake): Monsieur l'Orateur, je dois dire que j'ai été un peu surpris par le pharisaïsme et la fausse dévotion de mon préopinant. Il prend vite la mouche

quand on lui reproche d'être de droite. On se souviendra que ces propos viennent d'un député d'un parti qui n'a pas cessé, pendant toute la semaine dernière, de harceler le chef de mon parti uniquement parce qu'il s'est arrêté à Cuba alors qu'il était en mission importante, mission dont nous parlons aujourd'hui. Je signale aux députés du parti à ma droite que Cuba est un des principaux interlocuteurs dans cette partie du monde.

M. Gamble: Vous avez raison.

M. Sargeant: Monsieur l'Orateur, j'avais prévu de dire en introduction ce soir que j'étais heureux de participer à ce débat, mais après avoir passé une bonne partie de la journée d'hier à préparer un discours que je n'ai pas pu faire hier soir et après avoir passé une bonne partie de la journée d'aujourd'hui à réviser ce discours, je dois dire que je suis un peu déçu de ne disposer que de huit ou neuf minutes. Mais comme ma collègue, le député de New-Westminster-Coquitlam (M^{lle} Jewett) l'a fait remarquer, je pourrais peut-être garder ce discours en réserve et si j'ai la chance de rester assez longtemps dans la ronde, je pourrai peut-être le prononcer dans une dizaine d'années quand nous aurons la chance de débattre de nouveau de la politique étrangère à la Chambre.

M. Gamble: Votre discours sera le même dans dix ans.

M. Sargeant: Malheureusement, je crains qu'il me faille faire le même discours si les députés du parti à ma droite ou ceux du gouvernement d'en face sont toujours au pouvoir.

M. Breau: Vous ne serez pas ici.

M. Sargeant: N'en faites pas le pari. J'avais l'intention d'étendre mon intervention à la course aux armes, au désarmement et je voulais montrer les répercussions que ces méthodes ont sur le tiers monde. Je voulais montrer l'absurdité d'un monde qui n'hésite pas à dépenser 600 millions de dollars pour l'achat d'armes de guerre alors que plus de un milliard d'être humains meurent de faim ou n'ont pas de quoi vivre.

Je voudrais aborder la situation absurde dans laquelle nous nous trouvons. En effet, les superpuissances ont la capacité de détruire le monde une quinzaine de fois, et pourtant, elles veulent se doter d'armes nucléaires supplémentaires qui accroîtront encore leur pouvoir de destruction. Certes, il est plus que suffisant de pouvoir seulement détruire la planète. Une fois suffit. Malheureusement, le temps me manque pour parler plus longuement de cette question.

Permettez-moi de faire quelques commentaires sur la façon dont la course aux armements influe sur la situation du tiers monde et sur la façon dont le Canada participe à ce jeu mortel, comme l'a fait remarquer le représentant de Saskatoon-Est (M. Ogle) dans l'allocution qu'il a prononcée au début de la soirée.

J'ai été frappé par les commentaires du premier ministre (M. Trudeau) hier, lorsqu'il s'est dit préoccupé par le sort des 800 millions de citoyens qui, sur cette terre, ont peine à survivre. La course aux armements, à laquelle le Canada participe sans vergogne, a joué un rôle prépondérant dans cette situation. Examinons les raisons de ce phénomène, monsieur l'Orateur.

Au cours des années 70, les dépenses militaires ont augmenté plus rapidement que le produit national brut dans les pays du tiers monde. A l'heure actuelle, elles représentent plus de 100 millions—75 p. 100 du commerce mondial des armes.